

No exit

PHILIP GOUREVITCH

No exit

NICOLAS SARKOZY – ET LA FRANCE –
PEUVENT-ILS TROUVER UNE ISSUE
À LA CRISE EUROPÉENNE ?

Traduit de l'anglais par
VIOLAINE HUISMAN

IDEM • VELLE



AC • IDEM • NOLLE

ÉDITIONS ALLIA

16, RUE CHARLEMAGNE, PARIS IV^e

2012

No exit a paru pour la première fois dans *The New Yorker* le 12 décembre 2011. La présente édition en propose une version augmentée. *The Parisier* publie parallèlement ce texte en ligne.

© Warrin/Sipa, pour la photographie de couverture.

© 2012, Philip Gourevitch.

© Éditions Allia, Paris, 2012, pour la présente traduction.

NICOLAS SARKOZY, le président de la République française, n'aime pas le vin. Il n'aime pas le fromage qui pue. Il n'aime pas les truffes. Il aime le Coca light, les bonbons et les gros cigares de La Havane. Un tel dégoût pour le bon goût est perçu par beaucoup de gens comme contre nature en France, mais Sarkozy ne s'en excuse pas. Il en est fier de sa franchise, et si elle apparaît souvent comme plouc et sans gêne, son attitude consiste en un : Et alors ? Par exemple, il aime l'argent. Pourquoi pas ? Qui n'aime pas ça ? Mais en France, on est censé être mû par des desseins ou plus nobles ou plus frivoles. Prenez les romans : de Balzac à Stendhal, en passant par Flaubert, Zola ou Proust, tout un pan de la littérature française traite de l'hypocrisie de la société bourgeoise. Secrets, mensonges, désirs aigris et amertume rattachés à l'argent sont au cœur du drame. Encore de nos jours, parler d'argent – et surtout parler publiquement et en termes favorables, comme le fait Sarkozy, d'en vouloir, d'en avoir et de l'amasser – est considéré comme vulgaire, voire sordide.

“En Amérique, le tabou c’est le sexe ; en France, c’est l’argent”, m’a dit le philosophe Pascal Bruckner. “Même pour les gens de droite, pour la droite sociale de tradition gaulienne, c’est une faute – une faute morale.” Ce que Sarkozy jugeait ridicule. Pendant sa campagne présidentielle, il se présentait comme *décomplexé* vis-à-vis de l’argent, mais il en a tellement parlé qu’il finissait par paraître, au final, plutôt *complexé*. Valorisant à la fois le travail et le profit, il promettait de libérer les Français de ce qu’il voyait comme une léthargie subventionnée par l’État : la semaine de trente-cinq heures obligatoire, la retraite obligatoire à soixante ans pour les salariés du service public, et toutes les aides gouvernementales et protections sociales qui favorisaient une aussi faible productivité. Mieux vaut, proposait Sarkozy, travailler plus pour gagner plus, posséder et dépenser. La hausse du pouvoir d’achat était l’un de ses cris de ralliement. Parce qu’il ne mâchait pas ses mots, à cause de sa dégaine de cow-boy, et parce qu’il admirait George W. Bush, il a été surnommé Sarko l’Américain. “Eux considèrent que c’est une insulte, mais je le prends comme un compliment”, a-t-il dit

à un envoyé de Bush en 2005, selon un câble diplomatique obtenu par WikiLeaks. Sarkozy se présentait comme un nouveau modèle de Français entreprenant, déterminé à construire un avenir encore meilleur qu'un passé idéalisé. C'était pour les Français étrange mais excitant, et ils ont parié sur lui.

Sarkozy est un personnage si singulier qu'il peut sembler facile à caricaturer, mais la caricature se repaît d'exagération, et Sarkozy est tellement outrancier qu'il laisse peu de marge au caricaturiste. On attend d'un Président français qu'il possède une aura de raffinement esthétique et intellectuel qui donne sa dignité à la nation. Sarkozy ne prétend à rien de semblable. L'année qui a suivi son élection, en mai 2007, sa vie privée dans la presse people – un divorce qui a fait sensation et un remariage qui a tout autant fait sensation –, alliée au plaisir manifeste de fréquenter les plus grandes fortunes, lui ont valu le surnom de Président Bling-Bling. Sa popularité a chuté et n'a cessé de chuter.

Aujourd'hui, Sarkozy se présente à la réélection comme un outsider. Ce qui revient à dire, de fait, qu'il s'affronte lui-même. À cette fin, il a consacré une grande partie de l'année passée

à fournir un effort que ses conseillers ont qualifié de “représidentialisation”. L’automne dernier, par exemple, il a inauguré une exposition itinérante d’art moderne, amenée à faire le tour du pays et dont l’entrée était gratuite. Occasion pour Sarkozy de se montrer en homme du peuple, qui apporte l’art des élites aux citoyens. Or, après avoir contemplé un carré orange d’Yves Klein, il a dit : “Ça, c’est plusieurs millions.” Puis il a demandé : “Léger, c’est cher ? Klein, plus que Léger ? Moins que Matisse ?” Ses remarques ont provoqué les railleries consternées de la presse. Mais il a tellement l’habitude de se moquer de l’étiquette qu’on ne peut parler de gaffes.

Quelques jours plus tard, à une réunion des chefs d’État européens pour discuter de la crise de la dette souveraine qui menace de déchirer l’Union européenne, le Premier ministre britannique, David Cameron, a dit quelque chose qui n’a pas plu à Sarkozy, lequel lui a rétorqué : “Vous avez perdu une belle occasion de vous taire.” Il y a quelques années, lors d’une audience avec le pape, il s’était fait remarquer pour avoir consulté son BlackBerry. “Il désacralise tout”, dit Bruckner, qui décrit

Sarkozy comme “un personnage de la comédie italienne”. Prises dans leur ensemble, ses incartades clownesques contribuent à une profonde méfiance envers Sarkozy, et au sentiment qu’il n’est pas vraiment assez français pour le poste.

Mais le poste lui-même n’est plus aussi français qu’il l’était, parce que la France n’est plus pleinement un État-nation souverain, mais l’un des vingt-sept pays de l’Union européenne. Sur le papier, la France jouit d’une présidence tellement puissante que les Français considèrent leur chef d’État comme une sorte de roi républicain, élu non seulement pour gouverner mais aussi pour régner. Or l’UE ne le permet pas. L’écrivain et économiste Jacques Attali exagérait un peu lorsque, cet été à Paris, il m’a dit : “La présidence ne jouit quasi d’aucun pouvoir.” Mais il n’exagérait pas la façon dont les Français perçoivent la situation – le sentiment de vertige politique qui a accompagné l’intégration européenne.

La France ne contrôle plus sa propre monnaie. Elle ne contrôle plus ses propres frontières. Elle n’a plus qu’un contrôle limité de sa propre défense. “C’est comme si nous étions dans un

dessin humoristique, où l'on voit quelqu'un courir sans se rendre compte qu'il a franchi un précipice", dit Attali. "Ça, c'est le Président." Il m'a décrit la France d'aujourd'hui comme un "no man's land"; et pour comble, a-t-il insisté, "nous l'avons fait en connaissance de cause, de notre plein gré : permettre la construction d'un État fédéral européen". Et à présent, le succès de l'Europe reste vraiment incertain. "Le malaise de la situation française, a-t-il résumé, est d'avoir abandonné l'État comme ADN de son identité, sans obtenir les avantages d'une nouvelle identité."

Attali est un des doyens de l'élite intellectuelle du Parti socialiste, ce fut par conséquent frappant d'entendre Marine Le Pen, la présidente du Front national, le parti ultranationaliste de droite radicale, décrire le trouble de la France dans des termes similaires. "Tout ce qui faisait la grandeur de la France – son dynamisme, son innovation, son ouverture – a été complètement annihilé par l'Union européenne", m'a expliqué Le Pen. Elle a déclaré la France "ruinée" et seriné quelques-unes de ses plaintes favorites : "Elle a mille six cents milliards de dettes, deux cent quarante milliards de déficit par an, elle

a quatre millions de chômeurs. Elle n'exporte plus rien. Elle n'a plus aucune voix spécifique dans le concert des nations." (Ses chiffres étaient justes, mais elle aussi exagérait le problème: la France est classée cinquième au rang des plus grandes économies mondiales et cinquième en terme de volume des exportations.) Mais, alors que Le Pen et Attali prononçaient le même diagnostic élémentaire – la France était défaite par l'Europe – ils aboutissaient à des conclusions opposées. Le Pen voulait extraire la France de la zone euro avant qu'il ne soit trop tard, et Attali pensait que le seul moyen d'assurer la survie de la France était d'aller encore plus loin, de forger une fédération politique et économique plus complète.

"Non, mais, sérieux", a demandé Le Pen, "est-ce que [la France] peut être plus diminuée qu'aujourd'hui?" Attali le pensait. Il m'a rappelé ce qui était advenu avant l'Union européenne – "la Première Guerre mondiale, le nazisme, le communisme, la Seconde Guerre mondiale, et cætera" – et en a conclu: "La nation seule est impossible. Nous devons être l'Europe, et c'est tout." Au début des années 1990, Attali a participé à la rédaction du traité de Maastricht, le traité

fondateur de l'UE, et m'a dit: "Nous n'avons pas prévu de chapitre qui offre une sortie. C'est sans issue. Nous l'avons fait en connaissance de cause." Pour Le Pen, c'était pure folie. Elle décrivait l'UE comme un "carcan" qui "étouffait" la France. Quoi qu'il en soit, la question d'une clause de sortie lui semblait absurde.

"Je pense que l'euro va s'effondrer", a-t-elle assuré. "Et si l'euro s'effondre, l'Europe politique n'y survivra pas." Aussi il lui semblait prudent d'échapper à la catastrophe. "Je ne demande rien de plus que ce [sur quoi] comptent toutes les nations du monde, voilà: une monnaie, un territoire, la possibilité pour mon peuple de faire ses propres lois", a-t-elle dit.

Jusqu'à ce qu'à l'été 2011, la menace de la crise de la dette souveraine devienne indéniable, l'establishment politique français écartait comme une plaisanterie la sinistre prévision de Le Pen selon laquelle une Europe unifiée était vouée à l'échec. Alors même que toutes les chaînes de télévision programmaient des débats sur le défaut de paiement de la Grèce, susceptible d'engendrer une telle faillite, la majorité politique persistait à rejeter cette possibilité. Le plus haut conseiller de Sarkozy en matière de politique étrangère

à l'Élysée, Jean-David Levitte, m'a dit: "Nous sommes condamnés au succès, parce que nous ne pouvons pas abandonner l'euro."

Mais que faut-il faire? Personne à Paris n'osait se prononcer. Alors que la crise s'enlisait durant l'automne, Sarkozy compensait avec une rhétorique de plus en plus musclée. À la mi-octobre, avec la Grèce à quelques jours du défaut de paiement, il a annoncé aux parlementaires de son parti de centre-droit, l'UMP (l'Union pour un Mouvement Populaire): "Notre destin va se jouer dans les dix prochains jours." Puis, lors d'un discours à Nice, a prévenu: "Ceux qui détruiront l'euro prendront la responsabilité de résurgence de conflits sur notre continent."

Il était déjà évident à ce stade que la survie de l'euro dépendait de l'Allemagne, la première puissance économique de l'Europe. Seule l'Allemagne avait les moyens de renflouer la zone euro, mais les Allemands en avaient assez d'éponger les prodigalités de leurs voisins. La France elle-même était criblée de dettes et, en parlant de vie et de mort, Sarkozy compensait son manque de marge de manœuvre en avisant la chancelière allemande, Angela Merkel,